



## *Des Oiseaux dans la tourmente*

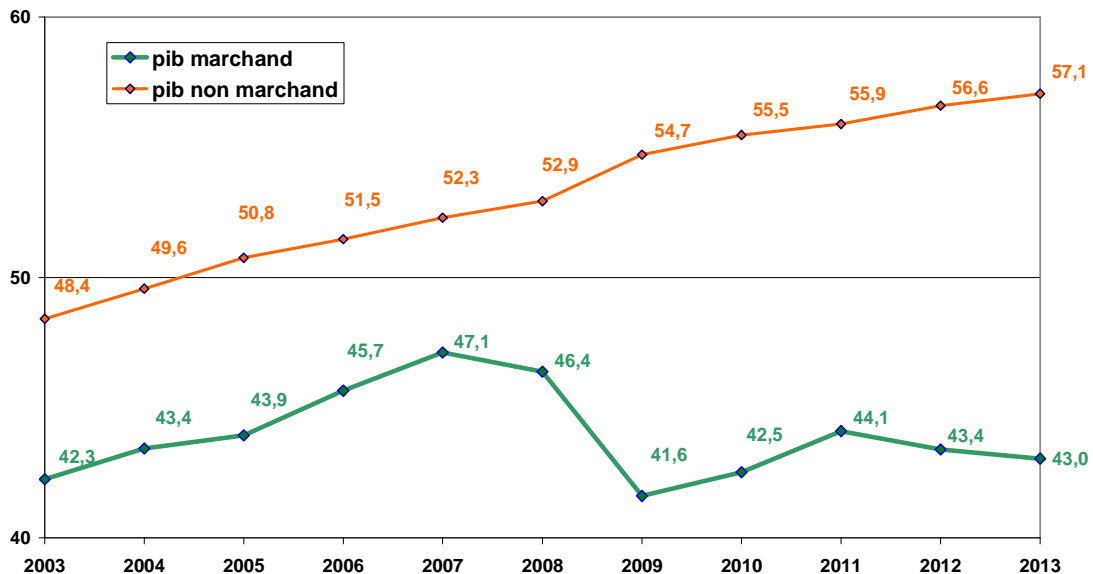
### **Episode 28 Le PIB marchand s'effondre** **Comment sortir de la crise ?**

Le PIB global de la France reste à peu près constant depuis six ans; l'inflation semble sage, et pourtant les français ont l'impression de s'appauvrir. Leur porte-monnaie est de plus en plus vide. Qu'en est-il ?

### **L'effondrement du PIB marchand**

Le PIB marchand, c'est-à-dire l'ensemble des biens et services et produits par l'ensemble des résidents français, a baissé de 9% en volume (corrige de l'inflation) depuis 2007, et 2,5% depuis 2011. La tendance est toujours baissière. On ne le voit pas à cause de l'augmentation des dépenses publiques qui compensent cette chute, par l'emprunt ou par l'impôt, et grâce à des importations toujours plus importantes achetées à crédit.

**PIB total (base 100 en 2012, en volume)** (maj 19 sept 13) © Hemve 31



*La base 100 représente 2032 Mds €*

*Le PIB comprend deux composantes en termes de production :*

- Le PIB marchand ensemble des biens produits et services produits en France et vendus (hors impôts et taxes)*

- *le PIB non marchand (administrations, publiques, sécurité, justice, santé, enseignement), évalués au cout de production des salaires et charges*

*En termes de consommation, le PIB se répartit selon 3 composantes :*

- *consommation des ménages 59%*
- *consommation des administrations publiques 21%*
- *investissement 19%*
- 

*La base 100 prise comme référence dans ce texte, est le PIB global 2012, soit 2032 Mds €. Les années antérieures sont retraitées pour tenir compte de l'inflation et raisonner en volume.*

*le PIB global 2013 est identique en volume à celui de 2007, six ans après, avec une population supérieure de 3%, et une baisse de 100 Mds de la composante marchande compensée par une hausse de montant identique de la composante non marchande. Les 27 millions de ménages consomment donc 3700 € HT de moins, mais bénéficient d'une meilleure école, meilleure justice, un meilleur remboursement des frais de santé, une administration plus efficace avec les intercommunalités, des subventions en tous genres !!...le sentiment d'appauvrissement devient pourtant considérable. Il est réel avec une baisse de la consommation privée de 10%, avec des fins de mois de plus en plus difficiles pour beaucoup.*

C'est surtout le chômage qui sert de variable d'ajustement. Le nombre d'emplois marchand a baissé plus que 9%. Si l'on tient compte des gains de productivité de 1% par an, soit 6% sur 6 ans, on doit être probablement à 15% au total. Nous sommes loin d'inverser la courbe de l'emploi marchand. Pour le faire, il faudrait investir massivement dans le logement, les transports, les entreprises et les services. Les bailleurs privés pourraient investir, et satisfaire la demande, si on ne les soumettait pas à une fiscalité à haute fréquence. La construction vient de baisser de 25%. L'automobile est sur des scores identiques. La construction de nouvelles autoroutes, TGV, métros sont arrêtés, malgré les besoins. Pourtant, le métro parisien continue bien de rembourser ses emprunts des années 1900, cent ans après !

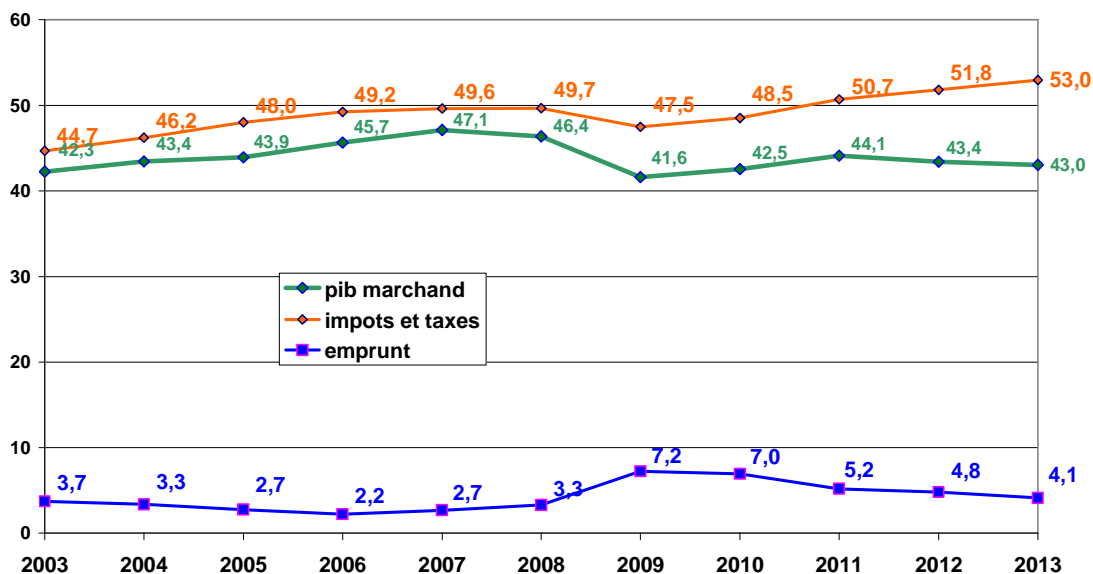
### **Une forte hausse du secteur public non marchand compense cette baisse de la production**

Les richesses produites étant en chute, elles sont moins nombreuses à repartir entre tous les français. Le secteur non marchand compense régulièrement cette baisse, en finançant l'achat de biens à l'étranger par l'emprunt et par plus d'impôt. Les français deviennent de plus en plus pauvres. Ils tirent sur leur épargne. En produisant 9% de moins de biens et de services, les français auraient dû perdre 9% de pouvoir d'achat direct en 6 ans. L'ajustement se fait surtout par le chômage et les impôts. Les 8,5% d'inflation sur la période cachent la vérité, en faisant apparaître des revenus bruts stagnants. Les politiques donnent l'illusion du maintien du pouvoir d'achat grâce à l'emprunt public. Mais tôt ou tard. Il faudra bien faire les comptes, et rembourser nos dettes avec un PIB marchand qui ne se redresse pas.

Heureusement, il y a 9 % de fonctionnaires ou d'emplois publics en CDD en plus, pour diminuer le chômage ! Mais ces derniers ne compensent pas totalement la baisse des emplois marchands. Le chômage global augmente de l'écart de compensation.

**Financement du PIB total en volume (base 100 en 2012)**

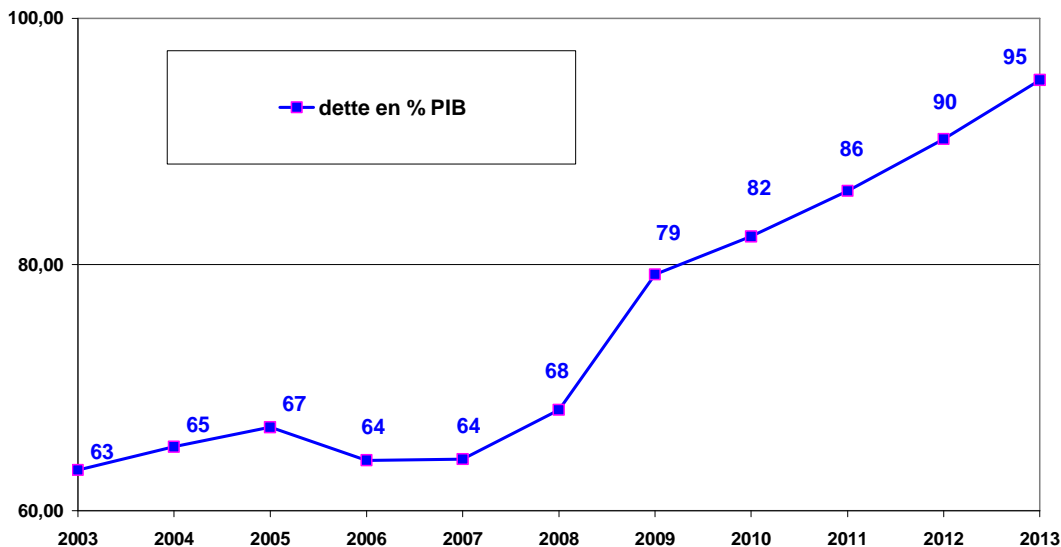
(maj 19 sept 13) © Hemve 31



Les salaires indirects, différés représentent plus de 50% de la richesse produite. Les impôts, taxes, cotisations sociales n'ont augmenté que de 7%, depuis 7 ans, sans compenser totalement l'augmentation des dépenses publiques de 9%. Le complément vient de l'emprunt qui a doublé, en dépassant largement la barre des 3% qui permet théoriquement de stabiliser la dette (avec une croissance de 1%, et 2% d'inflation.). Depuis 4 ans, on transfère les nouveaux déficits sur plus d'impôts ou le report de l'âge de la retraite. Il reste encore au moins 1% à transférer, soit 20 Mds de plus pour les ménages, pour stabiliser la dette. Ce sera plus si la croissance n'est pas au rendez vous. La pause fiscale n'est ni pour 2014, ni pour 2015.

**Quant à la dette, elle explose pour financer cette fuite en avant. Elle ne sera jamais remboursée**

La dette publique en % du PIB (maj 19 sept 13) © Hemve 31



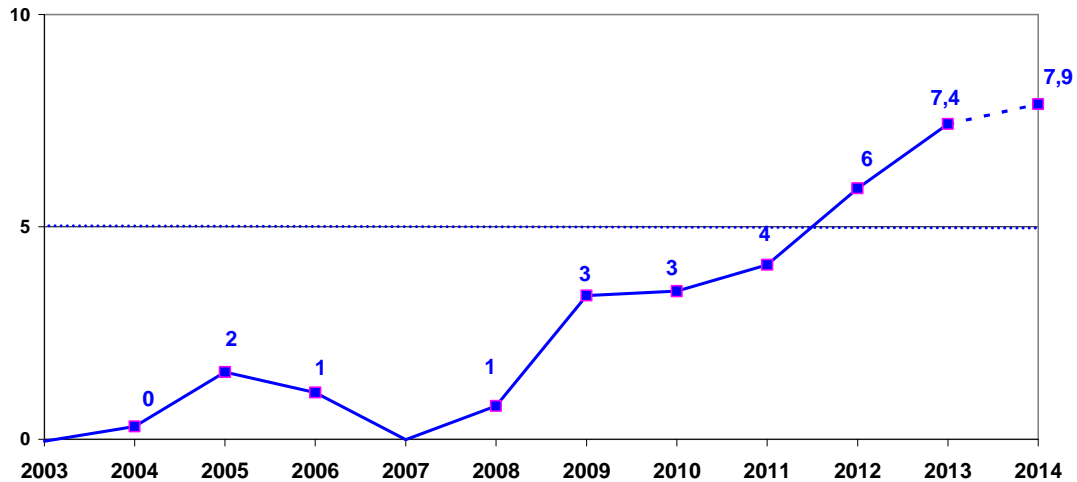
Le modèle d'état providence par endettement ne finance plus l'investissement, mais les transferts sociaux. La dette publique ne bénéficie plus aux générations futures, alors que le remboursement est mis à leur charge.

Nous sortirons de la crise par le bas, une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie elle-même, le rééchelonnement des maturités des dettes, le transfert des capitaux en rente. Les dettes publiques ont réintégré vers leur pays d'origine. L'Allemagne veut que les dettes d'un pays soient financées par l'épargne domestique, et elle bloque tout espoir d'inflation pour alléger la dette. La politique de la BCE est plus restrictive que celle de la FED ou la BoJ.

Contrairement à une idée répandue, ce ne sont pas nos enfants qui paieront les dettes. Cela n'est jamais arrivé dans l'Histoire. Ce sera nous, et très rapidement (au plus tard dans les 7 ans) par l'inflation, l'impôt, le remboursement partiel des prêts, la baisse des revenus, la baisse des retraites, la spoliation des plus riches.

Il va bien falloir faire la vérité sur la baisse de la production nationale. Et intégrer dans les salaires directs distribués, une baisse de 9% pour solde des six dernières années. Soit une baisse de 15% pour les plus aisés, et 5% pour les plus modestes. Ce qui diminuera la croissance et l'emploi. C'est le multiplicateur de Keynes à l'envers. Les agents économiques épargnent en prévision de hausses futures d'impôts inévitables. Va arriver un moment, où plus personne n'acceptera de contribuer au roulement de l'énorme dette publique de 1900 Mds. (nouvel emprunt des 270 Mds arrivant à maturité, chaque année, pour rembourser les anciens)

**Ponction supplémentaire sur la consommation ou l'épargne pour payer les hausses d'impôt (en % du PIB)**  
**le multiplicateur de Keynes à l'envers** (maj 19 sept 13) © Hemve 31

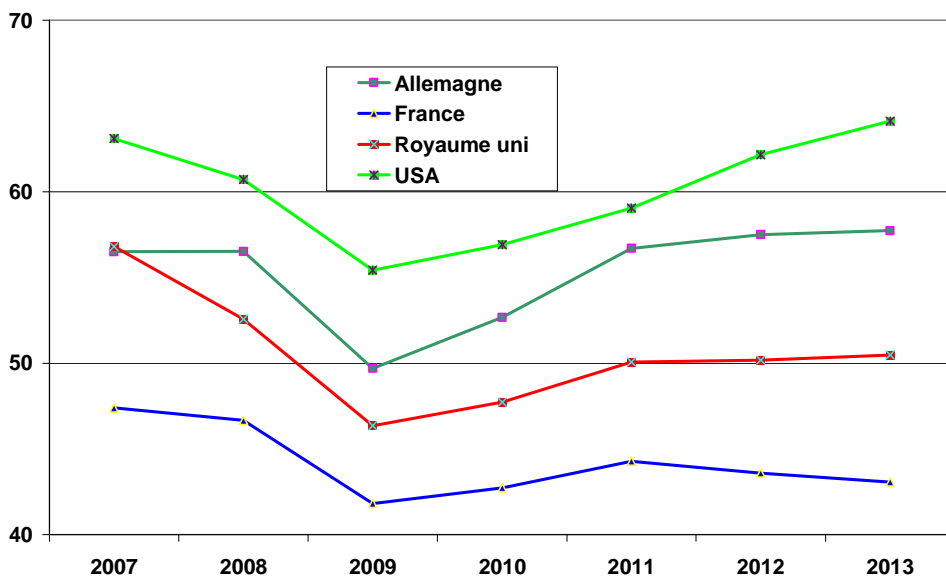


**Avec une ponction fiscale supplémentaire en 2014 de 12 Mds (0,6% du PIB) auprès des ménages, on ne voit pas comment obtenir une croissance de 0,8% sur le PIB global, avec un soi-disant blocage de la dépense publique.** Il faudrait 1,9 % de croissance du PIB marchand. De plus tous ces chiffres sont hors soutien de la Grèce, du Portugal, hors des 10 Mds que le Trésor doit rembourser aux OPCVM des non résidents pour des taxes indues... De l'argent qui partira à l'étranger.

**Que font nos homologues ?** Les autres pays de l'OCDE ont subi aussi durement la crise de 2008. Les USA et l'Allemagne ont redépassé leur niveau de production de 2007. Ce que reflètent leurs indices boursiers. Les pays qui ont la dépense publique la plus faible, remontent beaucoup plus rapidement. Ils ont continué à investir. Les dépenses publiques ne jouent plus aucun rôle stabilisateur en cas de crise, mais bloquent la relance par manque d'investissement. Le secteur public ne faisant aucun investissement créateur d'emplois. Les pays très endettés paient à fond perdu pour les intérêts de leur dette, sans pouvoir relever la tête hors de l'eau.

**PIB marchand en volume (base 100, le PIB total en 2007)**

(maj 19 sept 13) © Hemve 31

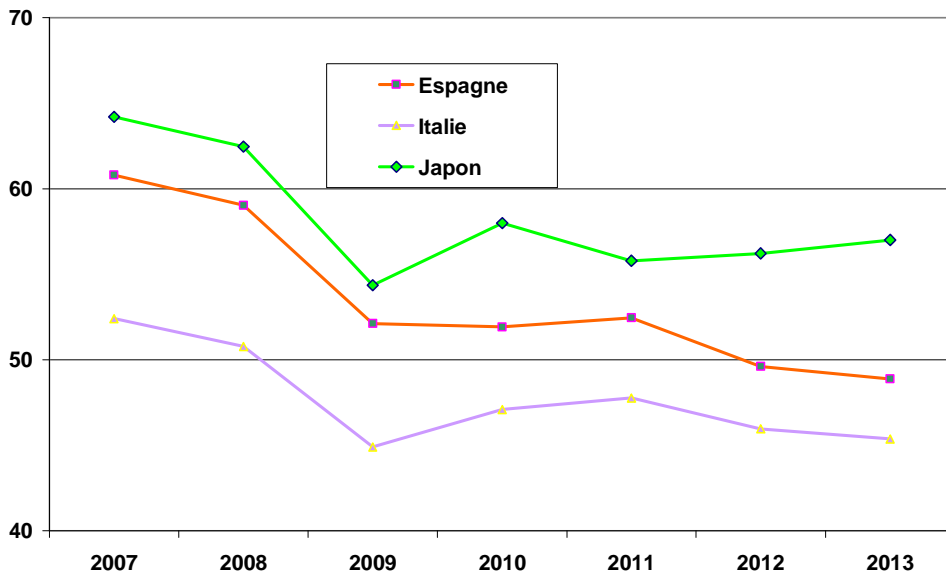


*La base 100 est le PIB global de 2007 de chaque pays.  
La France a le PIB marchand le plus faible de tous les pays.*

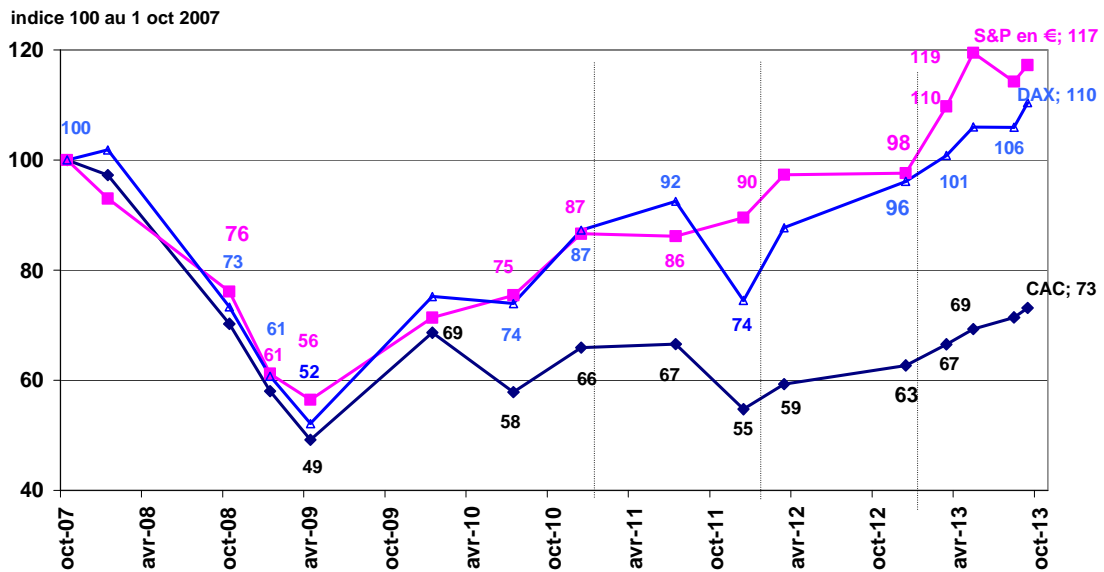
La comparaison entre pays montre qu'un pays dont le secteur marchand représente moins de 50% de son PIB global ne se redresse plus.

**PIB marchand en volume (base 100, le PIB total en 2007)**

(maj 19 sept 13) © Hemve 31



**Comparaison CAC , DAX et S&P en €** (maj 19 sept 2013) © Hemve 31



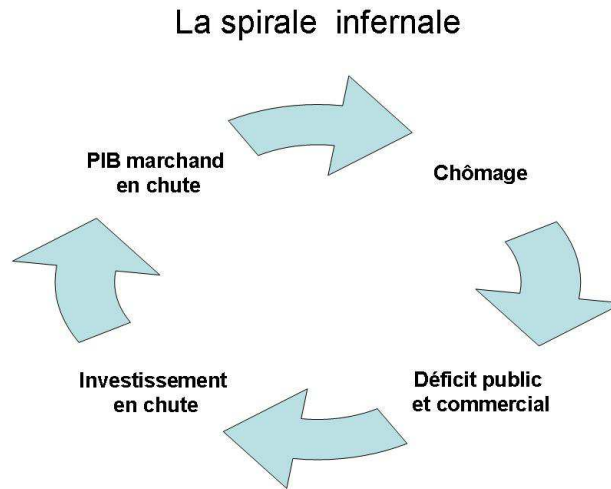
La reprise aux US et en Allemagne va inéluctablement faire remonter les taux en 2014. Hausse qui se propagera immédiatement à l'ensemble des pays de l'OCDE, mais plus faiblement au Japon. Dans ces conditions, l'écart de croissance entre pays endettés et pays non endettés ne va que s'agrandir, sauf à annuler brutalement la dette.

Mais aujourd'hui les taux d'intérêt sont trop élevés pour les pays endettés. La France emprunte à 2,5% avec une inflation réelle de 1,5%, soit des taux réels de 1%, pour une production marchande qui chute de 1,5% annuellement. D'où 2,5 % d'augmentation de la dette chaque année, en l'absence de déficit à taux d'imposition constante. Il devient impossible de stabiliser la dette, a fortiori de la rembourser. Par contre, les mêmes taux sont trop faibles pour que les banques prêtent aux entrepreneurs. Ils ne couvrent pas le risque pris. Les particuliers craignant une hausse des impôts n'investissent plus. C'est la quadrature du cercle, sans solution, sauf annuler les dettes.

La croissance n'est pas prête de revenir rapidement. La pause fiscale non plus.

### Que faire ?

La création de nouveaux emplois publics ne peuvent qu'augmenter les impôts, baisser la consommation des ménages et augmenter le chômage du secteur marchand. Il n'y a plus d'autres alternatives que de baisser la dépense publique, pour alléger les deux boulets que sont la dette (285 Mds de remboursement annuel) et les impôts et cotisations (920 Mds /an). Moderniser l'état, supprimer la multiplication des gadgets publics, augmenter l'âge de la retraite, former les salariés aux métiers de demain....



L'alternative doit être d'inciter les entrepreneurs à s'implanter en France, de donner confiance aux investisseurs, aux bailleurs pour financer la création de valeur ajoutée par l'emprunt, mais des emprunts qui rapporteront des revenus ultérieurement (loyer, nouveaux produits...). Bref des emprunts qui financent le secteur marchand, et créent des emplois aujourd'hui. Ou bien des emprunts qui financent les grandes infrastructures (grand Paris, grand Marseille...). On a voulu supprimer les riches créateurs d'emplois, il ne reste que des pauvres, sans emplois. Même la Chine communiste a compris, il y a 30 ans qu'il est indispensable de laisser se former capital pour innover et investir. Elle n'a eu de cesse que d'augmenter le capital de ses PME, et d'accepter les inégalités induites par ses riches.

Faut-il mieux privilégier la croissance ou privilégier la justice sociale par l'impôt ? Nous n'avons ni l'un, ni l'autre. Aujourd'hui la France est en décroissance, et son système fiscal n'arrive même pas à compenser la baisse de revenu pour les plus faibles. Les deux millions de nouveaux foyers modestes non imposables, soumis à l'impôt sur le revenu en 2012 et 2013 en sont le témoignage.

Hemve 31

A suivre

Rappel des épisodes précédents

|            |                         |
|------------|-------------------------|
| 29 jul. 11 | 13/ la tragédie grecque |
| 6 aout     | 14 /la dette US         |
| 13 aout    | 15/ le trou d'air       |
| 12 nov.    | 16/ sauver l'Italie     |
| 25 nov.    | 17 / sortir de la Dette |
| 9 déc.     | 18/ le rôle de la BCE   |



Des oiseaux dans la tourmente

|                     |   |
|---------------------|---|
| <i>16 déc.</i>      | <i>19/ les créanciers</i>                                     |
| <i>23 déc11.</i>    | <i>20/ les créanciers (2) / la chine</i>                      |
| <i>6 janv. 12.</i>  | <i>21/ les créanciers (3) /l'indispensable flexibilité</i>    |
| <i>13 janv.</i>     | <i>22/ la sortie de la Grèce de la zone euro</i>              |
| <i>20 janv.</i>     | <i>23/ ou va la France (1)</i>                                |
| <i>27 janv.</i>     | <i>24/ ou va la France (2) L'ajustement</i>                   |
| <i>3 fév.</i>       | <i>25/ l'immobilier</i>                                       |
| <i>16 mars 12</i>   | <i>26/ LTRO &amp; TARGET. Qui finance les déséquilibres ?</i> |
| <i>15 fév. 2013</i> | <i>27/ la France es t-elle en faillite ?</i>                  |

Sur votre site <http://hemve.eklablog.com/>